



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IRIS OHYAMA

Parc d'activité Le Levant
Avenue Marguerite Perey
77127 Lieusaint

Référence : E4/25- 2005
Code AIOT : 0006520865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement IRIS OHYAMA implanté Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IRIS OHYAMA
- Parc d'activité Le Levant 990 Avenue Marguerite Perey 77127 Lieusaint
- Code AIOT : 0006520865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IRIS OHYAMA France a bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 en date du 03/05/2018 l'autorisant à exploiter une usine de fabrication de mobilier plastique et son centre logistique situés ZA du Parc du Levant à LIEUSAIN.

Elle a également bénéficié de l'arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/045 du 05/07/2019 de prescriptions complémentaires relatives à l'exploitation de silos de stockage de matières premières

plastiques sur le site de LIEUSAINT.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Conditions de stockage - stockage en masse	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.4.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 71.2	Sans objet
2	Conditions de stockage - allées de circulation	AP de Mise en Demeure du 22/07/2025, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant s'est mis en conformité aux dispositions de l'article 7.4.1 relatif aux bâtiments et locaux de l'arrêté préfectoral du 03/05/2018. Il respecte donc l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2025.

Cependant, lors de la visite, l'inspection a également constaté que l'exploitant ne respecte pas les conditions de stockage imposées aux matières stockées en masse à l'article 7.4.2 de son arrêté préfectoral du 03/05/2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Cet état des stocks doit permettre de vérifier à tout instant le respect des seuils de classement des installations, la nature et la quantité des produits entreposés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses ou, a minima, des fiches d'informations techniques pour les produits cosmétiques, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Si cet état des stocks n'est consultable qu'au travers de l'outil de gestion informatique, alors ce dernier doit être en mesure de fonctionner et de sortir une édition papier de cet état à tout moment, même en cas de pertes d'utilités (coupure de l'alimentation électrique du site, des moyens de télécommunication....).

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks du site au 13/08/2025.
Les quantités de matières combustibles stockées sont en deçà des quantités autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de stockage - allées de circulation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Respect des conditions de stockage

Prescription contrôlée :

La société IRIS OHYAMA FRANCE, sise 990 avenue Marguerite Perey - ZA du Parc du Levant sur la commune de Lieusaint (77127), est mise en demeure de respecter, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la présente décision, les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 du 03/05/2018 qui prévoit que « Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre. ».

Constats :

Lors de l'inspection du 27/05/2025, l'inspection avait constaté, dans la cellule 4, l'encombrement des allées de circulation par du stockage de marchandises, empêchant ainsi une action efficace des moyens d'intervention et favorisant la propagation d'un éventuel incendie.

Suite à cette visite, l'exploitant a transmis un plan d'actions de mise en conformité du site (évacuation de plusieurs palettes en stockage externe, repacking de plusieurs palettes, expédition de commandes et réduction de la production du site) avec un calendrier de réalisation associé (actions débutées en juin).

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater que les allées de circulation dans la cellule 4 étaient libres pour la circulation et l'évacuation des personnes ainsi que pour l'intervention des secours en cas de sinistre.

L'inspection considère que l'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 18/DCSE/IC/028 du 03/05/2018 et qu'il respecte donc l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/07/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.3.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/07/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, extincteurs, RIA, portes coupe-feu, DAD, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Constats :

Suite à l'inspection du 27/05/2025, l'exploitant devait transmettre à l'inspection :

- sous 15 jours : les mesures compensatoires mises en place suite au dérangement du système de sécurité incendie en cellule 3 pour maintenir le niveau de sécurité ;
- sous 1 mois : le rapport relatif à la vérification semestrielle du système de sécurité incendie du 02/06/2025 et les éléments justifiant de la remise en état des 4 RIA hors service.

Par courrier du 15/07/2025, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- le rapport de vérification du système de sécurité incendie réalisée le 06/06/2025 ne faisant état d'aucune non-conformité ;
- le bon de commande du 02/06/2025 relatif à la remise en état des 4 RIA.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux sur les RIA n'avaient pas encore été réalisés.

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater que le système de sécurité n'était pas en état de dérangement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre les éléments justifiant de la remise en état des 4 RIA hors service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Conditions de stockage - stockage en masse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2018, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des conditions de stockage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les quantités totales, maximales, de matières stockées dans les cellules sont décrites au chapitre 1.2. Le stockage est réalisé en masse ou en racks selon les besoins, dans l'ensemble des cellules et locaux de stockage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; - Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; - Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Une distance minimale de 1 mètre est respectée entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 27/05/2025, l'exploitant devait justifier du respect des conditions de stockage imposées aux matières stockées en masse, notamment pour la cellule 3 du site.</p> <p>Par courrier du 15/07/2025, l'exploitant a indiqué qu'il prévoyait de sortir plus de 3 500 palettes de la cellule 3 d'ici fin 08/2025 (élimination et évacuation de plusieurs palettes de masques chirurgicaux notamment) et qu'une planification de l'îlotage de la cellule 3 aura lieu courant 09/2025.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater que les conditions de stockage imposées aux</p>

matières stockées en masse ne sont pas respectées dans la cellule 3, et notamment la surface maximale des îlots au sol et la largeur des allées entre îlots.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du respect des conditions de stockage imposées aux matières stockées en masse (surface des îlots, hauteur de stockage et largeur des allées entre les îlots) dans la cellule 3 de l'entrepôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

